

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4370 - Jeudi 04 Mai 2023 - Prix : 200 Fc

LIBERTÉ DE LA PRESSE :

Les Comores gagnent 8 places



**BEACH SOCCER, ARAB BEACH SOCCER CUP
UAFA, les verts partiront mardi
prochain pour Djeddah**

LIRE PAGE 5

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

13 Chawal 1444

**Prières aux heures officielles
Du 1er au 05 Mai 2023**

Lever du soleil:

06h 13mn

Coucher du soleil:

17h 55mn

Fadjr : 05h 01mn

Dhouhr : 12h 08mn

Ansr : 15h 10mn

Maghrib : 17h 58mn

Incha : 19h 12mn



ATELIER NATIONAL DE L'OMD SUR LE CONTRÔLE À POSTERIORI

Renforcement des capacités d'une vingtaine de douaniers

Un atelier sur le contrôle après dédouanement organisé par l'Organisation Mondiale des Douanes sur le contrôle à posteriori (CAP) se déroule à Moroni du 02 au 05 mai. L'organisation a envoyé deux experts en la matière pour venir renforcer la capacité d'une vingtaine de douaniers.

Des agents de la douane comorienne se trouvent en formation pour renforcer leurs capacités en matière de contrôle après dédouanement. Selon le directeur général de la douane, cette étape de la procédure douanière est toujours au cœur des axes stratégiques de l'Administration des douanes et participe à améliorer la performance et la synergie des services douaniers dans l'ensemble, en matière de mobilisation optimale des recettes. « Cette formation concourt à la normalisation des régimes douaniers et des procédures simplifiées au dédouanement des marchandises, conformément à l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC. Cette organisation a envoyé par la voie de son secrétaire général, deux experts Mohamed Abdallah et Evariste Somda pour venir apporter

leur appui technique constant dans le cadre des programmes de renforcement des capacités au profit de notre pays », avance-t-il. Par ce geste, le secrétariat de l'OMD vient de témoigner une fois encore sa volonté de mettre à contribution son expertise pour le développement des capacités des administrations des pays membres les moins Avancés (PMA) parmi lesquels les Comores.

D'après lui, les administrations douanières n'échappent pas aux mutations technologiques qui bouleversent les organisations. Face à ces transformations, il est essentiel d'accélérer les réformes et de saisir les nouvelles opportunités, pour accroître les compétences et les savoir-faire des ressources humaines, tant au plan technique et managérial qu'au niveau de l'éthique professionnelle. « C'est à ces conditions que nous relèverons les défis et pourrons faire face aux grands enjeux du commerce international impacté par les crises multiformes », explique-t-il avant d'affirmer que « la douane comorienne est très déterminée à évoluer dans cette voie de modernisation afin d'assurer, avec bien sûr l'accompagnement de l'OMD, un contrôle après dédouanement effi-



cient. Cet exercice suppose l'établissement de règles déontologiques qui permettent de résister aux pressions exogènes ».

Le directeur montre par ailleurs que les outils nécessaires et les méthodes de travail que vous allez expérimenter lors de cette formation, seront pris en compte pour partager

les objectifs de ce programme avec le reste des agents, et permettre de réaliser des progrès et d'atteindre les résultats escomptés. « A l'heure actuelle, outre la célérité acquise des procédures douanières, la réduction de l'étude de temps nécessaire à la mainlevée des marchandises, l'application de la valeur transactionnelle,

les orientations régressives du circuit rouge passant de 90% à 50% de circuits de contrôle, au niveau de la sélectivité, l'Administration des douanes se doit à renforcer les mécanismes du Contrôle a posteriori », conclut-il.

Ibnou M. Abdou

Ministère de l'agriculture,
de la Pêche et de l'Environnement,
du Tourisme et de l'Artisanat



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS
ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET
Réf. n° 2023/003/ MAPETA/PIDC/AMI/AUDIT

SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS
RECRUTEMENT D'UN AUDITEUR INTERNE POUR LE PROJET INTÉGRÉ DE DEVELOPPEMENT DES CHAINES
DE VALEURS ET DE LA COMPETITIVITE (PIDC)

1. Le PIDC est une initiative du Gouvernement Comorien, avec l'appui financier de la Banque Mondiale, visant à réduire la pauvreté en soutenant la croissance économique de certaines régions à fort potentiel.

L'objet du projet est de promouvoir le développement des MPME et des acteurs de la chaîne de valeurs, concernés dans l'agriculture, le tourisme et les secteurs associés aux Comores.

Dans le cadre de la mission, le PIDC lance un AMI, pour recruter un cabinet d'audit interne pour le Projet Intégré de Développement des Chaines des Valeurs et de la Compétitivité

2. Objectif de l'étude

Les objectifs de la mission consistent à : Aider le projet PIDC à atteindre ses objectifs en évaluant son processus de management des risques, de contrôle et de gouvernance etc. Il est également possible de faire des propositions pour renforcer l'efficacité de ces actions.

L'auditeur est ainsi appelé à examiner,

évaluer et rendre compte de l'adéquation de l'environnement de contrôle de chaque projet à travers un certain nombre de missions d'audit individuelles chaque année. Sur la base de ces interventions, des conseils et des recommandations seront formulées si nécessaire, sur la manière dont les procédures peuvent être améliorées pour gérer les risques encourus dans la réalisation des objectifs du projet.

3. Profil et expériences acquises

Le Consultant doit être un Cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable, indépendant et faisant profession habituelle d'auditer les comptes, inscrit régulièrement à un ordre des experts-comptables membre de l'IFAC, et ayant une expérience confirmée en audit financier externe ou interne des comptes des projets de développement financés par des bailleurs de fonds internationaux.

Le consultant devra démontrer une expérience nationale ou internationale avérée dans la réalisation d'audit interne. Il devra réunir une équipe d'experts possédant aussi bien une expertise comptable, passation des

marchés, financière par rapport à la mission.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le « Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » édition du 1er juillet 2016, révisée en novembre 2017 et août 2018.

4. Le consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA..... La méthode de sélection est « la sélection à Moindre coût (SMC) ».

5. Le dossier de Manifestation d'intérêt :

- Lettre de soumission ;
- Registre de commerce ;
- Une copie de l'affiliation du Cabinet à l'Ordre des Experts Comptables du pays ;
- Une attestation de régularité récente de la situation fiscale du Cabinet ;
- Une attestation récente de régularité de la situation du Cabinet vis-à-vis de la prévoyance sociale du pays.

• Une note technique comportant globalement : la présentation du cabinet et logistique (i), expériences générale réalisées dans les audits avec attestations des bonnes exécutions, (ii) missions similaires (iii), missions réalisées dans des conditions semblables (iv) et CV du personnel clé (V).

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard, le jeudi 18 mai 2023 à 15 h 00 (heure locale en Union des Comores).

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n° 2023/003/MAPETA/PIDC/AMI/Audit au secrétaire du PIDC. MAPETA, Mdé Ex-CFADER. Email projetpidc@gmail.com

Lancé, le 04 mai 2023

LIBERTÉ DE LA PRESSE :

Les Comores gagnent 8 places

Les Comores remontent peu à peu la pente en remportant 8 places au classement de Reporters sans frontières sur la liberté de la presse édition 2023, contre 1 place à l'édition précédente. Le syndicat national des journalistes accueille avec réserve cette bonne nouvelle qui fait passer le pays est passé de la 83e à la 75e place.

" Les Comores ont gagné 8 points. Nous revenons de loin. Est-ce que la presse se porte bien ? Est-ce que le pouvoir a subitement décidé de nous laisser exercer librement notre profession ? Attendons voir, d'ici la fin

de l'année, nous aurons sans doute la réponse à nos questions. Mais nous ne pouvons que nous féliciter de n'avoir aucun journaliste en prison. Nous espérons qu'il en sera de même cette année et pour les années qui suivent ». Ce passage du discours de la présidente du Syndicat des journalistes, Faiza Soulé Youssouf, en dit long sur l'appréciation en demi-teinte des journalistes des résultats issus du classement sur la liberté d'expression par Reporters sans frontières, édition 2023. Car s'il est vrai que le pays a gagné 8 points, un score notable, il n'en reste pas moins qu'en 2020 Moroni avait fait une

chute libre de 19 points, passant de la 56e à la 75e place.

Cette dégringolade, qui est la première du monde dans le classement de 2020, s'explique en majeure partie par les tensions politiques qui ont marqué le referendum constitutionnel de 2018 et la réélection du président Azali en 2019, qui se sont accompagnées d'une recrudescence importante et inhabituelle des atteintes à la liberté de la presse, obligeant des journalistes comoriens à sortir du pays pour leur propre sécurité et des journalistes étrangers à quitter l'archipel après avoir été arrêtés. Avant le referendum constitutionnel de juillet 2018,

les Comores occupaient la 44e place du classement. A cette époque où il connaissait ses heures de gloire, le pays pouvait se targuer d'être un des pays leaders à la fois dans l'océan indien et dans l'Afrique subsaharienne en matière de liberté de la presse, en tout cas de capacité pour les journalistes de faire leur travail.

Quant à cette année, 2023, les huit points gagnés sont loin d'être un cadeau du ciel. Ils sont les résultats de ce qui semble n'être qu'une accalmie depuis 2020. L'adoption du nouveau code de l'information lequel a prévu des subventions pour les médias privés a aidé à propulser

hors du fossé les Comores, un pays où les journalistes sont connus pour travailler dans des conditions précaires comme l'ont si bien souligné RSF et SNJC. Outre ces avancées, dans son rapport sur les Comores RSF a aussi noté parmi les atteintes à la liberté d'informer des intimidations dont avaient fait l'objet 4 journalistes entre le 2 et le 6 février dernier. Le Syndicat des journalistes avait évoqué, lors de la présentation des vœux du président Azali à la presse, des cas de violences sexuelles qu'un cadre de l'ORTC aurait perpétré contre des femmes journalistes.

TM

JOURNÉE MONDIALE DE LA PRESSE :

Le syndicat exige le déplacement du département de l'information

Malgré les 8 points gagnés dans le classement mondial de RSF, le syndicat des journalistes comoriens reste encore perplexe sur plusieurs questions notamment le département de l'information. La présidente demande au chef de l'Etat de « déplacer le département de l'information comme il l'avait fait en 2019.

Comme chaque 03 mai, le monde célèbre la journée internationale de la presse et le pays ne fait pas exception. Cette année, une centaine de journalistes ont battu le pavé de Mtsangani à la place de l'Indépendance. C'est sous le thème « la liberté d'expression comme moteur de tous les droits » que la présidente du SNJC Faiza Soulé Youssouf a prononcé son discours. Avec un grand soupir, elle a déclaré que les Comores ont gagné 8 points du classement de RSF, signifiant que le pays revient de loin. « Est-ce que la presse se porte bien ? Est-ce que le pouvoir a subitement décidé de nous laisser exercer librement notre profession ? Attendons voir, d'ici la fin de l'année, nous aurons sans doute la réponse à nos



questions. Mais nous ne pouvons que nous féliciter de n'avoir aucun journaliste en prison. Nous espérons qu'il en sera de même cette année et pour les années qui suivent », avance-t-elle.

Elle revient sur un point fondamental qui impacte l'évolution et la qualité de l'information concernant le département de l'information. Elle demande solennellement au chef de l'Etat de déplacer le département de l'information. « Le département de l'Information se

trouve au ministère de l'intérieur, dont le ministre, Fakridine Mahamoud, ancien officier de l'armée est toujours le patron des renseignements généraux depuis plus de 10 ans, malgré sa nomination en tant que ministre fin 2021. C'est un non-sens. Très solennellement, nous demandons au chef de l'Etat, Azali Assoumani de déplacer le département de l'information. Il l'avait déjà fait en 2019, c'était alors le ministre des télécommunications qui était notre ministère de tutelle »,

demande-t-elle.

À l'approche des élections de 2024, elle interpelle les responsables des forces de l'ordre de laisser les journalistes exercer leur travail en toute quiétude. « Comme dit plus haut, nous nous dirigeons vers une période compliquée pour nous journalistes. Nous tenons à marteler qu'il ne faut pas que nous soyons pris pour cibles en période de tension. Nous faisons appel au nouveau commandant de la Gendarmerie, au chef d'État-major,

au ministère de l'Intérieur, au chef de l'Etat, à nous laisser exercer notre profession en toute quiétude. Nous demandons aux journalistes d'être professionnels, de délivrer une information juste et vérifiée », souligne-t-elle.

Présente, la représentante du CNPA (Conseil national de la presse et l'audiovisuel) Mariata Moussa a profité de cette occasion pour demander aux autorités comoriennes à respecter à protéger et à promouvoir la liberté de la presse. « En tant qu'organe de régulation de la presse et de l'audiovisuel aux Comores, nous appelons et œuvrons à la mise en place de conditions propices à un journalisme libre et responsable. Nous encourageons la formation continue des journalistes et des professionnels des médias afin de garantir la qualité, la neutralité et l'intégrité de l'information fournie au public. Nous exhortons également les autorités comoriennes à respecter, à protéger et à promouvoir la liberté de la presse et à garantir un environnement propice, inclusif et durable pour les journalistes », insiste-t-elle.

Andjouza Abouheir

COMESA

La qualité de l'infrastructure au cœur d'un séminaire

L'infrastructure-qualité au cœur d'un séminaire organisé par le ministère de l'économie en partenariat avec le COMESA. Les participants devront discuter entre autres sur les meilleurs pratiques en matière d'infrastructures de qualité et les pratiques actuellement mises en place dans le pays dans le cadre de ce vaste marché économique régional dont les Comores sont membres à part entière.

" L'opportunité d'aujourd'hui devrait permettre de révéler les lacunes qui existent encore dans l'infrastructure de la qualité dans notre pays et jeter la base d'une intervention dans le cadre du programme de facilitation des échanges du COMESA », a

déclaré Said Abdou Salim secrétaire général du ministère de l'économie. A l'en croire, ce séminaire de trois jours s'inscrit dans le cadre de la politique nationale de qualité déjà élaborée par l'Etat visant à renforcer l'infrastructure qualité du pays et établir une culture de normes plus

élevées aussi bien dans l'administration publique que dans le privé.

Pour lui, cette politique de qualité permettra au pays de se doter d'un dispositif d'infrastructures de qualité opérationnel reconnu au niveau régional et à l'international. « L'un des résultats attendus de cette politique est l'amélioration de la capacité du pays à participer aux activités commerciales régionales et internationales, à travers la promotion des produits de qualité et la compétitivité des entreprises comoriennes », a-t-il fait savoir.

Dans ce cadre, Said Abdou Salim citera l'office national de la Météologie, l'équipement de laboratoire de météologie de masse et bientôt de volume, la création du Bureau comorien de normalisation comme activités mises en place par le gouvernement. D'après-lui, la COMESA a comme objectif de faire de ce vaste marché, une région pleinement intégrée et compétitive. « Cet objectif ne peut être atteint que si l'infrastructure et la qualité des produits et services dans la région est développée à un niveau interna-

tionnellement reconnu », fait-il observer.

« Dans cette optique, la mise en œuvre de la qualité des Comores contribuera non seulement à la compétitivité des Comores, mais également à celle de la région COMESA », a-t-il ajouté. Et lui d'appeler les participants à examiner, d'après ses propres mots, de manière critique la qualité de l'état de l'infrastructure du pays, par rapport aux meilleures pratiques et à proposer un plan d'action.

Maoulida Mbaé

AGRICULTURE

L'Inrap expérimente à Mohéli une culture résiliente de maïs

À Mohéli dans la commune de Moimbassa, plus précisément dans le village de Ntakoudja, l'association agricole Mdoungano hakweli a procédé à la récolte de maïs mercredi 26 avril dernier. Une initiative de l'INRAP (Institut national pour la recherche de l'agriculture, pêche et environnement) au niveau régional en partenariat avec cette association afin de lutter contre l'insuffisance alimentaire, mais aussi expérimenter la variété qui sera la plus adaptée au changement climatique. Les premiers résultats sont très satisfaisants selon les responsables. Cette même activité est également prévue à Mibani dans la région de Djando.



Expérimentation à Mohéli d'une nouvelle variante de maïs.

Le groupement agricole de Ntakoudja en partenariat avec l'INRAP ont procédé la semaine dernière à une récolte de maïs. L'activité a vu la participation du directeur régional de l'INRAP, celui de l'agriculture et plusieurs

personnalités de la localité de Ntakoudja. Plus d'une tonne de maïs de deux variétés différentes ont été récoltées sur un terrain de 3 ha. Il s'agit d'une variété hybride M2206 et d'autre M2226.

L'objectif de cette expérience de l'INRAP à travers le projet BRECOMA (Building Résilience to Enhance food, incomes and nutri-

tion security in the Comoros and Madagascar) de l'Union européenne avec le ministère de l'agriculture et de l'environnement, est de faire des études pour déterminer la variété de maïs qui sera la plus adaptée dans le pays par rapport aux variations climatiques. « Ce projet travaille sur le maïs riche en vitamines, le manioc jaune, le riz, patates douces à chair

orange et légumes. Le maïs riche en vitamines est une variété qui a été génétiquement modifiée pour contenir des niveaux plus élevés de vitamines et de minéraux essentiels, tels que le fer et le zinc. Cette variété a le potentiel d'améliorer considérablement la santé des personnes qui dépendent largement de ce produit alimentaire » explique le directeur

régional de l'INRAP Mohadji Nouridine.

Les résultats attendus, selon les responsables, c'est de lutter contre la famine tout en garantissant une meilleure sécurité alimentaire dans le pays. Il s'agit de la première expérience agricole effectuée par cette institution étatique à Mohéli. Cette même expérience est également menée à Mibani dans la région de Djando où le groupement agricole des femmes de ce centre agricole a bénéficié d'un échantillon de trois variétés de maïs pour les mêmes objectifs. Dans ce CRDE de Mibani, la récolte de maïs s'effectuera les prochains jours.

Au delà de ses missions d'inspection et de contrôle des denrées alimentaires qui entrent dans le pays, l'INRAP s'est engagé pour la première fois dans l'agriculture en faisant des études sur la variété de maïs qui sera propice dans nos sols.

Riwad

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Plus de 50% d'absentéisme au campus universitaire de Patsy

L'absentéisme des étudiants est jugé très élevé à Anjouan par l'administration de l'Université. Le niveau chute au fil des années à cause de plusieurs fléaux. Et les étudiants, font comme si de rien n'était.

Le directeur du centre universitaire, Docteur Soifaouidine Sidi tire la sonnette d'alarme contre ce phénomène d'absentéisme exagéré des étudiants. « Nous demandons aux parents de jouer leur rôle. L'absentéisme prend une allure très inquiétante à un mois des compositions pour la première session, les absences sont nombreuses », alerte Dr Soifaouidine Sidi.

Certes, ces étudiants sont

majeurs, mais le niveau est loin d'atteindre sa majorité intellectuelle. A part l'absentéisme, le niveau inquiète de plus en plus selon plusieurs sources. Sur cette question, le directeur de l'université, rappelle que l'université reçoit des élèves formés en primaire, secondaire et lycée. Donc l'argument de tout faire endosser à l'université ne tient pas la route. « L'université perfectionne des connaissances de base bien acquises. Ce n'est pas à l'université qu'on se forge en Arabe ou en Mathématiques, on se forge depuis l'enseignement de base », dit-il.

À propos de cette chute vertigineuse de niveau, les explications du directeur restent fermes. C'est l'abandon des responsabilités de

certain parents. « Cet absentéisme qui frôle fréquemment les 50% des effectifs, est sous la responsabilité des parents », souligne-t-il, tout en poursuivant que « dans une classe qui compte 200 étudiants, on remarque que moins de 100 sont présents. A qui la faute ? ». « Est-ce que ces enfants quittent la maison sans jamais arriver à l'école ou ils dorment sans la moindre inquiétude des parents ? », s'interroge Dr Soifaouidine Sidi. A noter que le 29 mai prochain, près de 4000 étudiants du site universitaire de Patsy commenceront la première session des examens.

Nabil Jaffar



FOOTBALL, MERCATO

Saïd Bakari s'engage officiellement avec le Sparta Rotterdam

Annoncé en début de mois comme la nouvelle recrue du Sparta Rotterdam, Saïd Bakari a enfin posé ses valises chez les Kasteelheren. Âgé de 28 ans, l'arrière droit polyvalent a signé un contrat avec le club néerlandais jusqu'à mi-2025, assorti d'une option d'un an supplémentaire. Pour le directeur technique du Sparta Rotterdam, Gerard Nijkamp, la venue de Bakari est un atout de taille pour l'équipe : « En Saïd, nous voyons un joueur qui peut encore aider le Sparta à devenir un club stable au plus haut niveau aux Pays-Bas. Au cours de plusieurs saisons, il a montré au RKC qu'il pouvait concourir en Eredivisie ». Arrivé à Waalwijk l'été 2017 en provenance

de Namur, il a littéralement fait carrière au pays de Johan Cruyff.

Saïd Bakari débute en tant qu'ailier avant d'être repositionné en tant qu'arrière droit ces dernières sai-

sons. Polyvalent et efficace, il a su faire preuve d'un talent indéniable. Il totalise 136 matchs, 8 réalisations et 9 passes décisives sous les couleurs Jaune et Bleu walwickoises.



Également international, l'ancien Titi du PSG compte 39 sélections avec les Comores et a participé activement à l'épopée comorienne à la CAN 2021.

La CAF ouvre les candidatures pour l'organisation du CHAN 2024

La course pour le CHAN 2024 débutera dès le mois de juillet prochain avec le premier tour des éliminatoires. Cette huitième édition sera la deuxième du genre à regrouper 18 équipes. Lors de la précédente édition en Algérie, Madagascar avait réussi un excellent parcours en terminant à la troisième place. Les Comores, quant à elles, n'ont pas

réussi à décrocher le précieux sésame à cinq reprises. Par ailleurs, la CAF a également lancé un appel à candidature pour l'organisation de la phase finale de la Ligue des Champions féminine. La compétition est à sa troisième édition. Les deux précédentes avaient été organisées par l'Égypte (2021) et le Maroc (2022). L'année dernière, pour la première fois, un club comorien (Olympic de Moroni) avait pris part à la phase zonale au niveau du Cosafa. Minutieusement chaque dossier de candidature se basent sur des critères tels que les stades hôtes, les sites d'hébergement, les moyens de transport, etc.

Rassemblés par
Boina Houssamdine

BEACH SOCCER, ARAB BEACH SOCCER CUP

UFAA, les verts partiront mardi prochain pour Djeddah

Du 11 au 20 mai prochain se déroulera en Arabie-Saoudite l'Arab Beach Soccer Cup. Douze nations réparties en trois groupes, vont se disputer le trophée le plus convoité du monde Arabe. Après un tournoi de détection organisé dans l'ensemble du territoire fin avril, un regroupement des sélectionnés a débuté le 28 avril dernier pour un départ aux alentours du 9 mai pour Djeddah.

Pour la première fois de son histoire, l'équipe nationale de Beach Soccer va prendre part à la Coupe Arabe de Football de Plage qui se déroule cette année en Arabie Saoudite. En tout, la délégation comorienne sera composée d'une dizaine de joueurs dont des noms connus tels que Mohamed Ismaël Oupepo ou encore Moeva Chakira meilleurs buteurs de la sélection, tous deux ont déjà fait leur preuve que ce soit avec le Beach Soccer ou les clubs de la première division ou ils sont passés. Quatre joueurs viendront dans les valises du sélectionneur Gerald GUIDARINI dont le capitaine Mansoibou ANZIZ.

Interrogé sur le niveau des joueurs sélectionnés, Fahardine Mdrouvili, chargé du développe-



ment de la discipline a tenu à nous rassurer. « Les joueurs qui sont en France évoluent dans des équipes compétitives, et ceux qui sont aux Comores continuent de s'entraîner individuellement », dit-il. Et de continuer : « Les quatorze joueurs retenus seront en regroupement ce vendredi au Centre Technique Nationale de Mitsamiouli ».

Le sélectionneur sera épaulé dans sa tâche par son Adjoint

Santos Dias Dionisio et le préparateur physique Cheick Abdallah connu sous le nom de Tcheka. Si c'est la première participation des poulains de GUIDARINI dans cette compétition, cela ne les empêche pas d'avoir une certaine ambition d'honorer le drapeau national. Du côté de la fédération, on le dit sans vraiment se mouiller que passer la phase de groupe ne serait pas chose impossible vu le groupe composé

par les techniciens. A part les 4 joueurs qui évoluent en France, deux autres ont déjà joué dans un championnat plus relevé en Afrique. « Sur les 10 joueurs qui évoluent au pays, deux ont déjà joué dans le championnat sénégalais » ce qui montre la volonté des dirigeants de faire un bon parcours à Dammam à partir du 11 mai prochain.

AS Badraoui

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Maoulida Mabé
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
AS Badraoui
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement



MINISTRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET

APPEL A CANDIDATURE

Le Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores recrute pour son Unité de Coordination de Projet (UCP), deux (02) stagiaires en passation des marchés publics.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : djaanfarae@yahoo.fr Cc : ministerenergie0921@gmail ou de prendre connaissance des termes de référence à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 2 mai 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 22 mai 2023 à 12h30 heure locale de Moroni

1. CONDITIONS DE CANDIDATURE

- Les conditions requises sont les suivantes :
- Être de nationalité comorienne,
 - Être âgé de moins de 25 ans,
 - Récemment diplômés (2020 et 2021) d'un établissement d'enseignement national ou international reconnu,
 - Être titulaire d'au moins une licence en droit, ges-

tion de projet, ingénieur en énergie renouvelable ou domaines connexes,

- Expérience professionnelle non requise,
- Connaître les outils informatiques de base (Word, Excel et PowerPoint),
- Avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite en français. La maîtrise de l'anglais sera un avantage.

2. DUREE ET ATTESTATION

Les stagiaires seront formés progressivement par le spécialiste en passation des marchés du projet pour une période de deux ans non renouvelables.

A l'issue de cette période de formation, les stagiaires devraient être en mesure de rechercher des opportunités sur le marché du travail, pour être potentiellement embauchés en tant qu'assistants en passation des marchés par les autorités contractantes des ministères ou par les unités de gestion des projets financés par la Banque Mondiale.

Un certificat d'attestation de stage, signé par le coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet sera octroyé aux stagiaires après les deux ans effectivement passés à acquérir les compétences requises pour devenir un assistant en passation des mar-

chés publics.

La durée du stage pourra être écourtée dans le cas du non-respect des règlements de travail en vigueur dans l'Unité de Coordination du Projet. Une observation écrite sera faite au stagiaire pour les manquements avérés. Après deux observations, le stagiaire sera renvoyé sans attestation de stage.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores - Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures;
- Un curriculum-vitae ;
- Une copie certifiée conforme à l'original du diplôme ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

Les dossiers de candidature seront déposés au Secrétariat de l'Unité de Coordination du Projet, situé au TOPING – Villa Madame ADINANI, en face de chez Docteur KASSIM



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET

APPEL A CANDIDATURE

Le Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores recrute pour son **Unité de Coordination de Projet (UCP), un comptable.**

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : djaanfaree@yahoo.fr Cc : ministerenergie0921@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de référence à partir du lien ci-après : <https://sonelec-comores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 26 avril 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 17 mai 2023 à 12h30 heure locale de Moroni

1. PROFIL REQUIS

- Le ou la candidat(e) à retenir devra avoir :
- Diplôme au moins égal à un Bac. + 3 années (licence) en Finances et Comptabilité
 - Au minimum 3 ans dans un poste similaire au sein d'un projet financé par les bailleurs de fonds internationaux ou d'organisme de grande envergure, expériences réussies et récentes
 - Bonne maîtrise des logiciels comptables et informatique bureautique
 - Bonne connaissance de SYSCOHADA révisé
 - Connaissance pratique du français, une connaissance moyenne de l'Anglais

- Aptitudes techniques/fonctionnelles

- Excellente capacité d'analyse et de synthèse,
- Bonne analyse financière,
- Capacité à travailler de manière effective sous pression
- Sens des priorités et des délais ; rigueur et forte capacité de travail
- Bon esprit de contrôle
- Autonomie, proactivité, résistance au stress
- Bon esprit d'initiative
- Excellente communication écrite et orale
- Avoir une bonne capacité d'écoute
- Avoir un esprit d'équipe

Les candidatures féminines remplissant les conditions sont vivement encouragées.

2. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE
Durée du contrat

Le premier contrat sera d'une **durée de 12 mois** avec une période **d'essai de 6 mois** renouvelable une fois.

Si à l'issue de **cette période de 12 mois**, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores - Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les dossiers de candidature seront déposés au Secrétariat de l'Unité de Coordination du Projet, sis au TOPING, en face de chez Docteur KASSIM

4. CONDITIONS D'EMPLOI

- Le comptable sera une personne physique et individuel- le rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;
- C'est un poste individuel à temps plein ;
- Le comptable est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.